



Revue internationale d'éducation de Sèvres

47 | avril 2008

Enseigner les langues : un défi pour l'Europe

Un indicateur européen des compétences linguistiques. La première enquête sur le niveau en langue étrangère des jeunes européens

A European measure of linguistic competences. The first survey young Europeans' attainment in foreign languages

Un indicador europeo de competencias lingüísticas. La primera encuesta sobre el nivel de los jóvenes europeo en idiomas

Anders Hingel et Marguerite Kuzma



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/340>

DOI : 10.4000/ries.340

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 111-118

ISBN : 978-2-85420-572-5

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Anders Hingel et Marguerite Kuzma, « Un indicateur européen des compétences linguistiques. La première enquête sur le niveau en langue étrangère des jeunes européens », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 47 | avril 2008, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/340> ; DOI : 10.4000/ries.340

Un indicateur européen des compétences linguistiques¹

La première enquête sur le niveau en langue étrangère des jeunes européens

Anders Hingel
Marguerite Kuzma

Définissant, en 2000, les objectifs stratégiques de l'Union pour la première décennie du XXI^e siècle, le Conseil européen de Lisbonne avait souligné la nécessité d'un accroissement de la mobilité géographique des Européens et d'une amélioration de leurs compétences linguistiques. Deux ans plus tard, le Conseil européen de Barcelone revenait sur ce point en demandant que des mesures concrètes soient prises pour « améliorer la maîtrise des compétences de base, notamment par l'enseignement d'au moins deux langues étrangères dès le plus jeune âge », et pour élaborer « un indicateur de compétence linguistique ».

Le projet d'indicateur de compétences linguistiques s'inscrit dans le cadre des objectifs communs adoptés par les ministres de l'éducation, qui visent à l'amélioration des systèmes d'éducation et de formation. Un programme de travail permettant d'atteindre les objectifs définis, appelé programme « Éducation et formation 2010 »² est mis en œuvre par la méthode dite « ouverte de coordination » ; les indicateurs et critères de référence y jouent un rôle important en matière de suivi et contribuent à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.

Actuellement, la situation qui prévaut dans l'Union européenne se caractérise par l'insuffisance des données qui permettraient d'évaluer les véritables compétences linguistiques des citoyens. La grande variété en matière de certification des connaissances et des compétences linguistiques rend difficile la comparaison.

La création d'un indicateur européen des compétences linguistiques semble nécessaire pour favoriser les avantages liés à l'échange des bonnes pratiques. Des données fiables sur les compétences linguistiques des citoyens, notamment des jeunes, aideront les décideurs, les enseignants et les élèves de tous les États membres à améliorer l'enseignement et l'étude des langues étrangères. Cela contribuera à la promotion du multilinguisme dans l'Union européenne élargie qui est crucial pour la richesse culturelle et sociale de l'Europe.

1. Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leurs auteurs.

2. Les documents mentionnés dans ce texte peuvent être consultés sur le site de la Commission européenne : <http://ec.europa.eu/>.

Compte tenu de la diversité linguistique et culturelle de l'Europe, la connaissance d'un plus grand nombre de langues étrangères facilitera la communication et ouvrira davantage les esprits à la culture et aux valeurs des autres.

La capacité de comprendre d'autres langues et de communiquer dans d'autres langues constitue l'une des compétences de base dont doivent disposer tous les citoyens européens. Le renforcement des compétences linguistiques est également un facteur prépondérant de mobilité dans l'Union. Il contribuera à créer un marché du travail réellement européen en permettant aux citoyens de profiter pleinement de la liberté de travailler ou d'étudier dans un autre État membre. En outre, une main-d'œuvre aux compétences linguistiques et interculturelles pratiques rendra l'économie européenne plus concurrentielle sur un marché mondialisé.

En concrétisant la décision du Conseil de créer un indicateur linguistique, la Commission a présenté, en 2005, dans une communication intitulée « L'indicateur européen des compétences linguistiques », une stratégie détaillée menant à la réalisation d'une enquête européenne sur les compétences linguistiques – un outil permettant de recueillir les données nécessaires à l'élaboration d'un indicateur au niveau européen. Le Conseil a approuvé l'approche présentée par la Commission et l'a invitée également à mettre en place un comité consultatif de l'indicateur européen des compétences linguistiques.

Le comité, mis en place en octobre 2006, composé d'experts nationaux des États membres et du Conseil de l'Europe a pour mandat de conseiller la Commission dans la préparation et la mise en œuvre de l'indicateur linguistique, y compris dans ses aspects techniques spécifiques (taille d'échantillon, méthodes de test, administration du test). Les travaux du comité ont largement contribué à alimenter la rédaction d'une communication de la Commission intitulée « Cadre pour l'enquête européenne sur les compétences linguistiques » présentée en 2007. Ce document précise les aspects techniques de l'enquête qui a pour objectif de jeter les bases d'un futur indicateur européen des compétences linguistiques. La conception des instruments du test a été confiée à un consortium multinational³ piloté par l'Université de Cambridge suite à une procédure d'appel d'offres.

CADRE DE L'ENQUÊTE EUROPÉENNE SUR LES COMPÉTENCES LINGUISTIQUES

Aptitudes linguistiques à tester

L'enquête européenne sur les compétences linguistiques devrait, dans sa forme définitive, tester les quatre compétences linguistiques. Cependant,

3. Ce consortium multinational, *SurveyLang*, est constitué du Centre international d'études pédagogiques (CIEP), du CITO, de l'Institut Cervantes, de l'Institut Gallup, de l'Institut Goethe et des universités de Cambridge, Salamanque et Pérouse.

dans la mesure où certaines compétences se prêtent moins facilement à l'évaluation que d'autres, seules trois compétences linguistiques les plus aisément mesurables seront, pour des raisons pratiques, évaluées lors de la première opération de collecte des données : la compréhension orale, la compréhension écrite et l'expression écrite. Ces trois compétences sont de même importance et seront mesurées avec une exactitude et une fiabilité égales. La Commission prendra des initiatives permettant d'intégrer la quatrième compétence, l'expression orale, dans les prochains volets de l'enquête.

Langues à tester

Conformément aux recommandations du Conseil, les tests seront réalisés, lors de la première opération de collecte des données, pour les langues officielles de l'Union européenne qui sont le plus largement enseignées dans les États membres, dans la mesure où elles fournissent un échantillon d'élèves suffisamment important. Les États membres détermineront eux-mêmes, en fonction des données les plus récentes recueillies par Eurostat (Office statistique des communautés européennes) les langues officielles qui feront l'objet de tests. Par conséquent, dans le premier volet de l'enquête, le nombre de langues à évaluer sera limité à cinq : l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol et l'italien. Dans chaque État membre, l'enquête devrait, dès lors, porter sur les deux langues les plus enseignées parmi ces cinq langues. L'outil de test sera, toutefois, mis à la disposition des États membres qui pourront, s'ils le souhaitent, l'utiliser pour évaluer les compétences dans d'autres langues. La Commission prendra une initiative, avant les prochaines opérations d'évaluation, pour que l'enquête porte sur toutes les langues officielles enseignées dans l'Union européenne.

113

Le cadre de référence

Le *Cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL)* est largement accepté dans les États membres comme norme de notation de la compétence linguistique et fournit un cadre dans lequel peuvent s'inscrire des méthodes d'évaluation et d'enseignement applicables à toutes les langues en Europe. En conséquence, les tests élaborés pour les besoins de l'enquête européenne des compétences linguistiques seront fondés sur les barèmes du *Cadre européen commun de référence pour les langues*.

Le CECRL s'articule autour d'une échelle en six niveaux décrivant diverses aptitudes linguistiques regroupées en une arborescence de trois niveaux généraux : utilisateur élémentaire (A1-A2), utilisateur indépendant (B1-B2) et utilisateur expérimenté (C1-C2). Plusieurs pays européens ont déjà utilisé des tests s'appuyant sur les échelles du CECRL pour évaluer le niveau de compétence linguistique.

Dans l'Union européenne, selon l'avis du comité consultatif, les niveaux de l'échelle les plus pertinents pour évaluer les compétences

linguistiques en fin de premier cycle de l'enseignement secondaire⁴ ou dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire⁵, si la deuxième langue étrangère est enseignée à ce niveau, sont ceux qui sont situés entre « utilisateur élémentaire » et « utilisateur indépendant » (du niveau A1 au niveau B2). Très peu d'élèves disposent des capacités cognitives requises pour obtenir des résultats allant au-delà du niveau B2 à l'âge et au niveau d'études concernés.

Faire porter le test sur les six niveaux poserait des problèmes considérables et coûterait très cher. En conséquence, les tests réalisés lors de l'enquête porteront seulement sur les quatre niveaux du *CECRL* allant de A1 à B2. L'amplitude des différents niveaux du *CECRL* est importante, et le passage des élèves d'un niveau à l'autre prend beaucoup de temps. Les progrès à accomplir entre deux niveaux (entre les niveaux A2 et B1, en particulier) pourraient même empêcher une utilisation pratique auprès des débutants et des élèves les plus jeunes. Pour pallier cette difficulté, il est prévu de mettre au point un instrument de test qui permette de mesurer une progression continue des compétences entre les niveaux A1 et B2 et de fournir une indication plus précise de paramètres statistiques, tels que la variance ou les résultats médians et moyens pour chacune des aptitudes évaluées.

Données contextuelles à recueillir

L'objectif poursuivi n'est pas seulement d'entreprendre une enquête sur les compétences linguistiques. Il est également, à travers elle, d'obtenir des informations sur l'apprentissage des langues, la pédagogie et les programmes d'études. Les informations contextuelles permettront d'établir le lien éventuel entre le niveau des compétences linguistiques des élèves et certains facteurs déterminants. Les résultats peuvent être influencés par des paramètres tels que le milieu socio-économique des élèves et certains aspects particuliers comme le statut migratoire, la langue parlée à la maison, l'obligation éventuelle d'apprentissage de la langue étrangère (par opposition à une démarche volontaire), le type d'enseignant (formé à l'enseignement des langues ou locuteur natif), l'orientation éventuelle des élèves dans des « filières » ou encore le sexe de l'élève.

Les données contextuelles recueillies aborderont des questions concernant les élèves pris séparément, les écoles et le type de programme d'études, la structure des systèmes d'éducation et de formation, ainsi que la politique

4. Niveau 2 de la classification internationale type de l'éducation CITE. Ndlr : l'UNESCO s'est penché dès sa création sur la mise au point d'une classification internationale type de l'éducation (CITE) qui faciliterait la comparaison des statistiques et des indicateurs éducatifs de différents pays grâce à des définitions universelles et acceptées au plan international. L'UNESCO a créé la première CITE au cours des années 1970. L'actuelle version « révisée », appelée CITE 97 (pour la distinguer de la version originale), a été formellement adoptée en novembre 1997.

5. Niveau 3 de la CITE.

publique en matière d'éducation. Des questionnaires distincts seront élaborés pour être administrés aux échantillons d'étudiants, d'enseignants et de directeurs d'établissements, ainsi qu'à des fonctionnaires des ministères de l'éducation. Ces questionnaires, destinés à esquisser le contexte de la situation, seront conçus de manière à permettre une analyse approfondie des politiques menées et susceptible d'apporter des réponses aux questions liées aux causes et aux effets relatifs au développement des compétences linguistiques. Les concepts et classifications existants seront utilisés pour faciliter la comparaison à l'échelle internationale. Il semble utile de tenter d'établir des liens avec des enquêtes internationales similaires pour permettre une analyse secondaire multifactorielle des résultats.

Population à tester lors de l'enquête

L'enquête respectera les normes scientifiques générales relatives à l'échantillonnage appliquées dans les enquêtes internationales pour garantir la fiabilité et la comparabilité des données obtenues entre les pays. La taille de l'échantillon tiendra compte de la nécessité de recueillir des informations contextuelles afin d'analyser et d'expliquer les différences de résultats entre les États membres. L'enquête visera l'obtention de résultats fiables et comparables sur la base de l'échantillon le plus petit possible. L'enquête va permettre de recueillir des données auprès d'un échantillon représentatif des élèves inscrits ayant achevé un enseignement ou une formation du niveau 2 de la CITÉ. Lorsqu'aucune deuxième langue étrangère n'est enseignée avant la fin de ce niveau, les données peuvent être recueillies auprès d'un échantillon d'élèves du niveau 3 de cette classification.

Sur la question du choix de l'année du deuxième cycle du secondaire sur laquelle devrait porter l'enquête, le comité consultatif a conseillé de recueillir les données auprès des élèves de deuxième année. En fin de cycle en effet, certains élèves ont terminé leur parcours scolaire ou bien reçoivent, dans plusieurs pays, un enseignement dont les langues étrangères sont absentes. En outre, en dernière année du deuxième cycle du secondaire, élèves et enseignants sont absorbés par les examens finaux et pourraient être moins coopératifs lors de l'enquête. Il a été jugé prématuré de faire porter l'enquête sur la première année du deuxième cycle du secondaire, les élèves de certains pays n'entamant l'étude d'une deuxième langue étrangère qu'à partir de la deuxième année de ce cycle.

Suivant les conseils du comité consultatif, l'enquête devrait recueillir des données concernant les élèves de deuxième année du niveau 3 de la CITÉ dans les pays où la deuxième langue étrangère n'est pas enseignée avant la fin du niveau 2 de la classification. De l'avis du comité, l'enquête ne devrait porter que sur des élèves inscrits dans des établissements scolaires et qui apprennent la

langue concernée par le test. L'âge des élèves en fin de niveau 2 et en deuxième année du niveau 3 de la CITÉ varie d'un État membre à l'autre. En fin de niveau 2, les élèves peuvent avoir entre quatorze et seize ans. En outre, les États membres n'introduisent pas l'apprentissage d'une première et d'une deuxième langue étrangère lors de la même année d'étude. Par conséquent, des différences apparaîtront entre les élèves concernés par l'enquête, en ce qui concerne l'âge auquel ils ont entamé l'apprentissage des langues étrangères et la durée de cet apprentissage. Ces différences seront prises en compte lors de l'analyse des résultats de l'enquête.

Instruments de test

Le passé récent a vu la réalisation de plusieurs campagnes internationales de tests de compétences informatisés. Le test DIALANG, qui s'appuie sur l'Internet, gère actuellement des tests de diagnostic dans quatorze langues européennes différentes. Des enquêtes internationales, telles que PISA ou TIMSS, ont procédé à quelques études pilotes s'appuyant sur des tests informatisés. Des États membres ont déjà eu recours à des réseaux consacrés aux logiciels (libres et) ouverts.

Réaliser toute l'enquête en s'appuyant sur des tests informatisés constituerait un exploit européen majeur. Il convient que l'instrument de test puisse être mis à la disposition des pays qui souhaitent l'adapter à leurs besoins propres, parallèlement à l'enquête ; il y a dès lors lieu, pour le mettre au point, de s'appuyer sur un protocole de logiciel (libre et) ouvert. L'informatisation des tests représente un défi certain par rapport à l'administration de tests « papier-crayon » traditionnels. L'informatique peut plus aisément être utilisée pour vérifier l'aptitude à la compréhension, tant orale qu'écrite, que pour les compétences productives, comme l'expression écrite.

Le comité consultatif a mis en évidence plusieurs difficultés qui risquent de surgir lors de l'administration de tests informatisés, liées notamment à des questions de compatibilité logicielle, à la vitesse de la connexion Internet disponible et aux aptitudes des élèves en informatique et en dactylographie. En revanche, l'informatisation des tests présente plusieurs avantages : elle facilite la notation et l'encodage, accélère le traitement statistique des données et réduit le taux d'erreur, ce qui améliore l'efficacité. Elle conviendrait en outre mieux aux tests adaptatifs, car elle permet d'accorder le choix des questions posées aux personnes évaluées à leur niveau de compétence individuel. La mise au point d'instruments d'administration informatisée de tests exige des budgets nettement supérieurs à ceux nécessaires à l'élaboration de tests traditionnels. Cette différence de coût est toutefois contrebalancée par la perspective d'une exécution plus efficace de l'enquête et de la disponibilité d'une meilleure base pour l'adaptation du test aux besoins des différents pays ainsi que pour l'extension ultérieure du test à d'éventuelles enquêtes à venir.

L'introduction de tests informatisés constituerait une avancée optimale pour l'enquête. Toutefois, dans la mesure où le niveau de préparation à l'administration de tests informatisés varie d'un pays à l'autre, l'enquête sera réalisée dans sa version informatisée ou dans sa version « papier - crayon », voire les deux. L'instrument du test sera élaboré de façon à permettre le test adaptatif.

Réalisation de l'enquête

L'enquête européenne des compétences linguistiques couvrira les vingt-sept États membres de l'Union européenne, de même que les pays candidats qui prennent part aux programmes d'éducation et de formation tout au long de la vie (Croatie et Turquie) et les pays membres de l'Espace économique européen (Islande, Lichtenstein et Norvège), soit trente-deux pays au total si tous décident de prendre part à l'enquête. Des épreuves pilotes devraient être réalisées dès cette année et le premier test réel aura lieu en 2010. Les résultats de l'enquête comporteront des analyses et des résultats pour les pays participants dans leur ensemble et s'accompagneront d'exemples se rapportant à chacun de ceux-ci.



Le projet d'indicateur européen des compétences linguistiques est très ambitieux et sans équivalent à ce jour dans le monde. Sa réalisation permettra de récolter les données sur les compétences linguistiques des jeunes de quatorze à seize ans dans les pays participant à l'enquête, sur la répartition géographique des bonnes pratiques et des bons résultats et, avec le temps, sur les progrès accomplis dans l'acquisition de telles compétences. Ces précieux renseignements aideront les décideurs, les enseignants et les élèves de tous les États membres à améliorer l'enseignement et l'étude des langues étrangères. Ils seront aussi d'une valeur inestimable pour la définition de la future politique du multilinguisme au sein de l'Union. L'amélioration des compétences linguistiques des Européens devrait à long terme contribuer à l'accroissement de la mobilité et la compétitivité de l'économie européenne.

